



AGRICULTURE

OCI/COMCEC/33-17/D(.....)



NOTE DU BCC SUR LA COOPÉRATION AGRICOLE

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC

Avril 2017

NOTE SUR LA COOPERATION AGRICOLE

En 2015, la population mondiale a atteint 7.4 milliards de personnes, et près de la moitié de cette population vit dans des zones rurales, où la principale activité économique du peuple est l'agriculture. Le secteur agricole a un rôle essentiel dans le développement économique de nombreux pays, notamment les pays en voie de développement. Il est considéré comme un secteur-clé pour réaliser la croissance et la source unique pour réduire la pauvreté dans la plupart des pays en voie de développement. Les études empiriques montrent que le secteur agricole est le secteur le plus efficace comme source de revenu pour les segments les plus pauvres de la population. Selon la Banque Mondiale, un pour cent de la croissance économique provenant de l'agriculture augmente les dépenses des trois déciles les plus pauvres d'au moins 2.5 fois comparé à 1 pour cent de croissance économique provenant du reste de l'économie dans les pays en voie de développement.

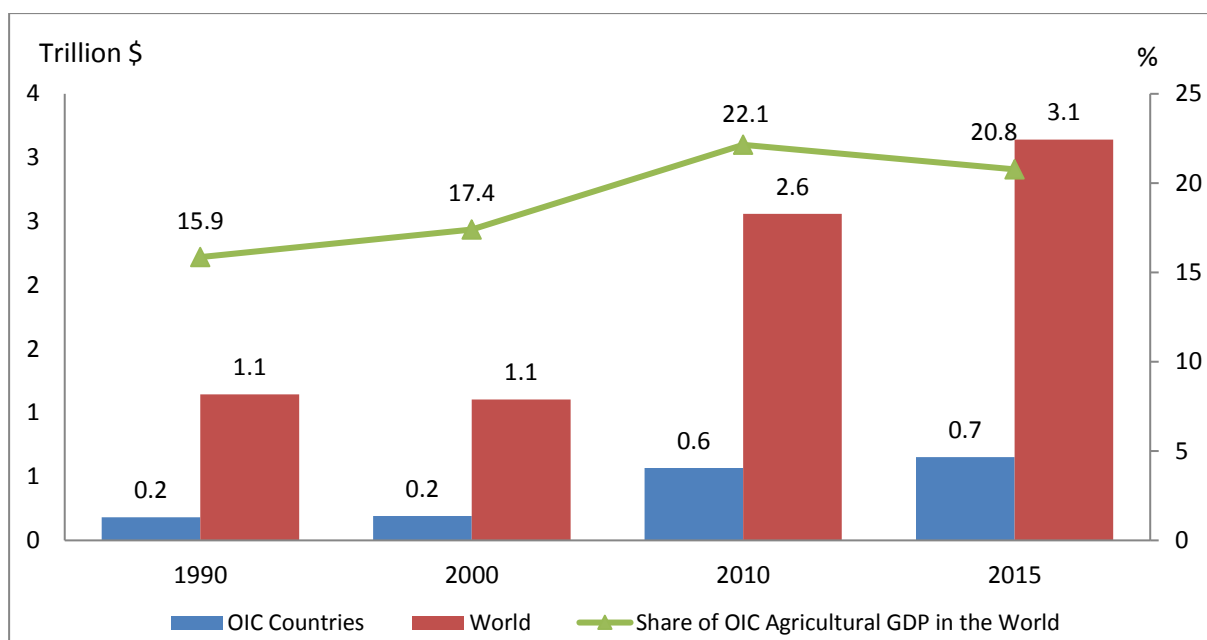
L'Agriculture dans les Pays Membres de l'OCI

L'agriculture est un secteur majeur pour la plupart des Pays Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) sur le plan de la contribution au revenu, à l'emploi et au commerce. La valeur de la production agricole dans les Pays Membres de l'OCI a augmenté durant la dernière décennie, en raison de la hausse des prix et de la production. En 1990, le PIB agricole des Pays membres de l'OCI était de 181.3 milliards de Dollars Américains avec une part de 16% dans la production agricole mondiale. En 2015, le PIB agricole des Pays Membres de l'OCI a atteint 652.9 milliards de Dollars Américains et sa part dans la production agricole mondiale s'est élevée à 20.8 pour cent. ¹ Ces chiffres montrent que la part de la production du secteur agricole des pays de l'OCI dans la production agricole mondiale augmente.

Bien que les Pays Membres de l'OCI disposent de 29 pour cent du total de la superficie agricole mondiale, le secteur agricole des Pays Membres de l'OCI a enregistré un rendement plus faible que prévu. Figure 1 montre la contribution du secteur agricole au PIB des Pays Membres de l'OCI et sa part dans la production agricole mondiale.

Figure 1: Le PIB Agricole de l'OCI et sa Part dans le Monde

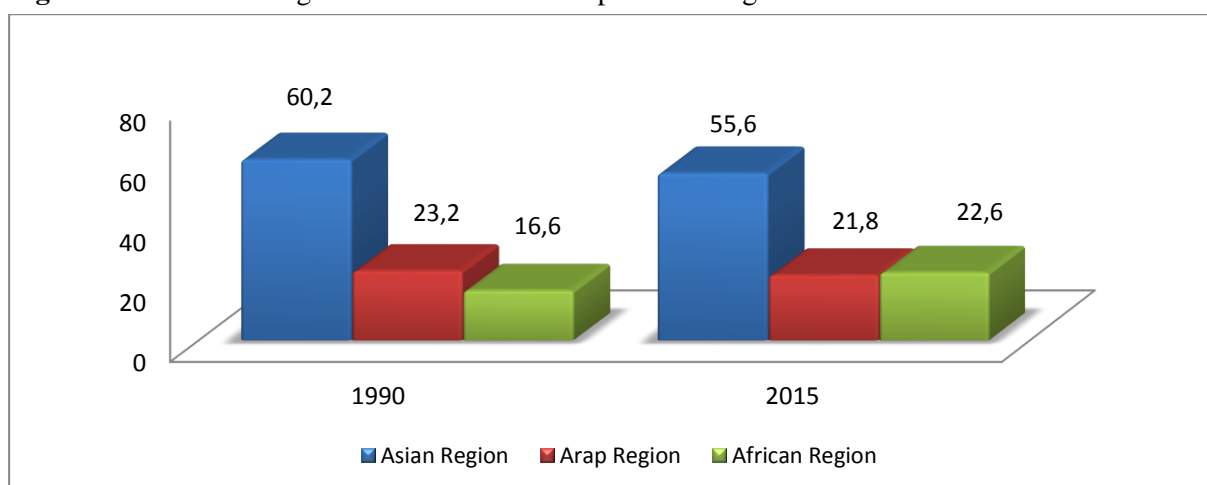
¹ Calculé en utilisant les données d'UNSTAT.



Source: Calculé en utilisant les données d'UNSTAT.

Figure 2 montre la part du PIB agricole dans le PIB total des trois groupes régionaux officiels de l'OCI (Afrique, Arabie et Asie). Dans ce contexte, la contribution des groupes de pays indiqués ci-dessus au PIB agricole total de l'OCI a varié et a affiché une tendance irrégulière au cours de la période 1990-2015. Dans ce cadre, le Groupe des Pays Asiatiques a réalisé 109 milliards de Dollars Américains du PIB agricole de l'OCI en 1990, qui a atteint 363 milliards de Dollars Américains en 2015 et soit plus de la moitié du PIB agricole total des Pays Membres de l'OCI. Le Groupe Asiatique est suivi par le Groupe Africain puis le Groupe Arabe qui ont réalisé respectivement près de 148 milliards et de 142 milliards de Dollars Américains en 2015. La part du Groupe Africain dans le PIB agricole total de l'OCI a augmenté de 16.6 pour cent à 23.2 pour cent de 1990 à 2015, tandis que pendant la même période, la part du Groupe Arabe a diminué de 23.2 pour cent à 21.8 pour cent.

Figure 2: Part du PIB Agricole dans le PIB Total par Sous-Régions



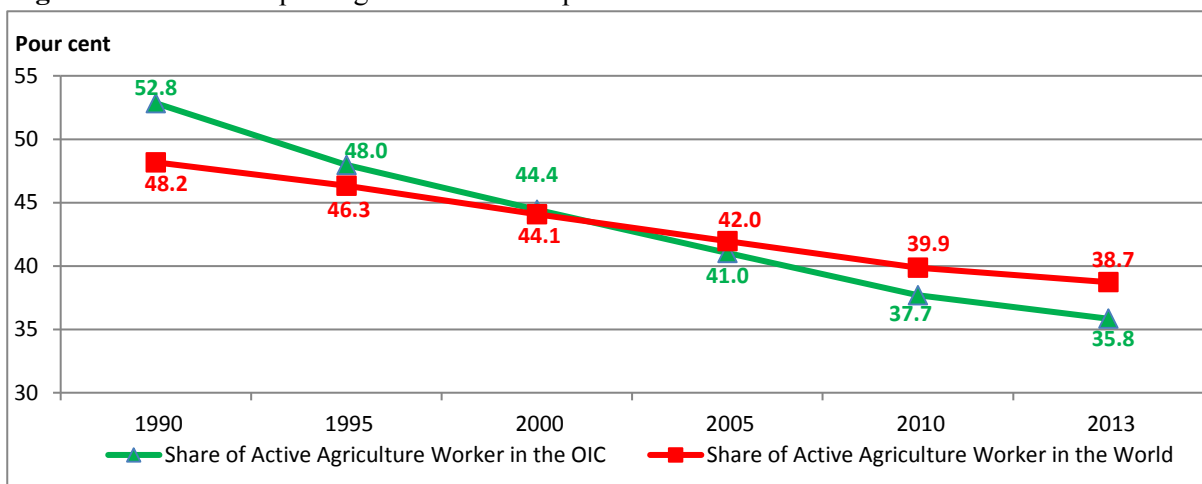
Source: Calculé en utilisant les données d'UNSTAT

En parallèle à plusieurs pays en voie de développement, le secteur agricole est une source significative d'emploi dans les Pays Membres de l'OCI. Le nombre de personnes employées

dans le secteur agricole des Pays Membres de l'OIC a atteint 240 millions en 2013, ce qui représente 18 pour cent de l'emploi en agriculture dans le monde. En 1990, le secteur agricole de l'OIC employait près de 182 millions de personnes, tandis que la population active totale était de 344 millions. D'autre part, le nombre de personnes employées dans le secteur agricole a atteint 240 millions en 2013 et le niveau total de l'emploi des Pays Membres de l'OIC était d'environ 670 millions de personnes. 2

Par ailleurs, alors que le nombre de personnes employées dans le secteur de l'agriculture a augmenté dans l'OIC, la part de l'emploi agricole dans l'emploi totale a diminué dans le temps. En 1990, l'agriculture représentait environ 52.8 pour cent de l'emploi total dans l'OIC, ce qui est plus élevé que la part de l'emploi en agriculture dans le monde. En 2013, la part de l'emploi agricole dans l'emploi total était de 35.8 pour cent dans l'OIC. Par conséquent, la part de l'emploi agricole dans l'emploi total de l'OIC est devenue plus faible que la part de l'emploi agricole dans le monde en 2013 (Figure 3).

Figure 3: Part de l'Emploi Agricole dans l'Emploi Total de l'OIC et du Monde

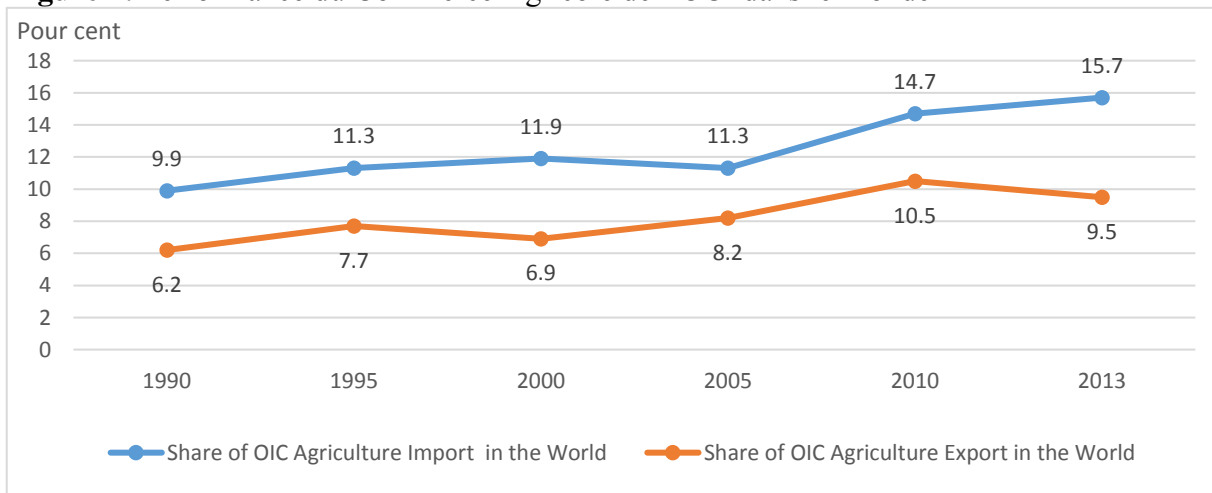


Source: Perspectives 2016 du COMCEC sur l'Agriculture

Les produits agricoles occupent une place importante dans les exportations de plusieurs pays de l'OIC. En 1990, les pays de l'OIC représentaient 9.9 pour cent des importations agricoles du monde; et cette part a atteint 15.7 pour cent en 2013.

Similairement, les exportations agricoles des pays de l'OIC ont augmenté du niveau de 6.2 pour cent en 1990 à 9.5 pour cent en 2013 (Voir Figure 4).

Figure 4: Performance du Commerce Agricole de l'OIC dans le Monde



La majorité des Pays Membres de l'OCI ne disposent pas d'autosuffisance en termes de production alimentaire et sont considérablement tributaires de l'importation des produits agricoles. En outre, la production agricole de l'OCI se concentre principalement dans un nombre limité de Pays Membres, à savoir l'Indonésie, le Nigéria, la Turquie, le Pakistan, l'Iran, l'Égypte, la Malaisie, le Bangladesh, le Soudan et l'Algérie. Plus de 75 pour cent du total des produits agricoles sont produits par ces Pays Membres.

De façon principale, le secteur agricole dans les pays membres de l'OCI a souffert, entre autres, des facteurs indiqués ci-dessous:

- Productivité agricole faible;
- Manque de cadre institutionnel pour la fourniture des ajustements nécessaires pour un secteur agricole plus efficace et plus productif;
- Investissements inadéquats du secteur public dans les infrastructures;
- Manque d'investissements du secteur privé dans l'agriculture et dans les entreprises d'agro-industrie;
- Absence de gestion durable des ressources naturelles (sol, eau, pêche et forêts);
- Pertes et gaspillages alimentaires.

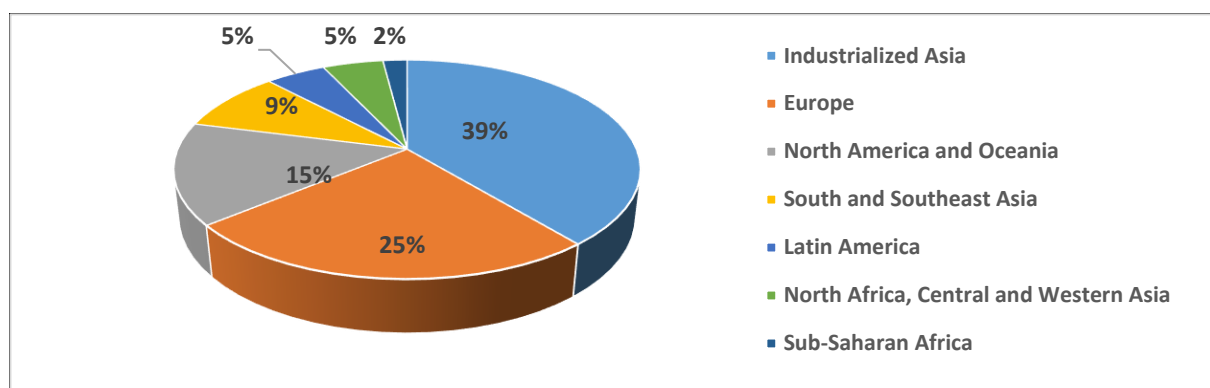
Réduction du Gaspillage Alimentaire dans le Monde

Il est prévu que la population mondiale atteindra 9.7 milliards d'ici 2050 et il est donc estimé que l'approvisionnement alimentaire mondiale devrait augmenter de 60 pour cent afin de satisfaire la demande alimentaire croissante d'ici 2050. En même temps, selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), environ 1.3 milliards de tonnes de produits alimentaires préparés pour la consommation humaine sont gaspillés chaque année. En d'autres termes, environ un tiers des aliments produits pour la consommation humaine dans le monde est perdu chaque année, sans être consommé. Les pertes et le gaspillage alimentaires coutent 940 milliards de Dollars Américains à l'économie mondiale chaque année. Entre-temps, 800 millions de personnes luttent contre le problème de la faim au niveau mondial. Les problèmes de la faim et de la sécurité alimentaire continuent à présenter des questions importantes à remédier au niveau mondial. Dans ce contexte, le deuxième Objectif de Développement Durable (ODD) approuvé par les Nations Unies (NU) en 2015, est défini comme «Éradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition et encourager l'agriculture durable.»

D'après les études récentes, 80 pour cent du gaspillage alimentaire mondial au niveau du consommateur provient des pays développés et 20 pour cent provient des pays en voie de développements³. Dans ce cadre, il est observé que le gaspillage alimentaire augmente lorsque le niveau de développement augmente. En fait, la part de l'Afrique Subsaharienne -composée en grande partie des Pays les Moins Développés- dans le gaspillage alimentaire total n'est que de 2 pour cent (Voire Figure 5).

Figure 5: Répartition Régionale du Gaspillage Alimentaire dans le Monde

³ Réduction du Gaspillage Alimentaire dans les Pays Membres de l'OCI, COMCEC



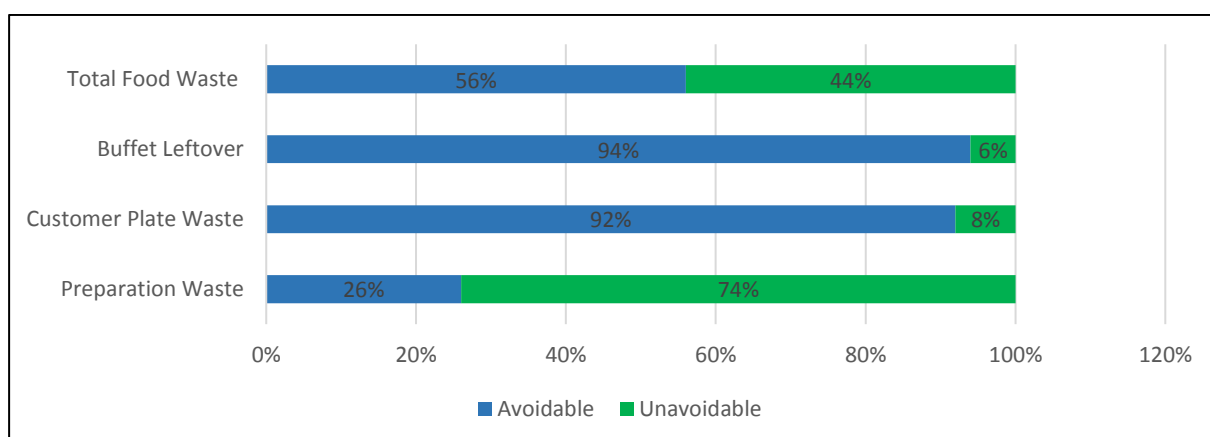
Source: Réduction du Gaspillage Alimentaire dans les Pays Membres de l’OCI, COMCEC

Réduction du Gaspillage Alimentaire dans les Pays Membres de l’OCI: Neuvième Réunion du Groupe de Travail sur l’Agriculture

Le gaspillage alimentaire est une question importante pour les Pays Membres de l’OCI en matière d’assurer la sécurité alimentaire. Vue l’importance des pertes et gaspillages alimentaires, le Groupe de Travail du COMCEC sur l’Agriculture a consacré ses trois dernières réunions aux différentes dimensions de ce sujet, à savoir: Pertes Alimentaires à la Ferme, Pertes Poste-Récolte et Gaspillage Alimentaire dans les Pays Membres de l’OCI. Dans ce cadre, la 9ème Réunion du Groupe de Travail sur l’Agriculture s’est tenue le 23 Février, 2017 avec pour thème «Réduction du Gaspillage Alimentaire dans les Pays Membres de l’OCI» et un rapport d’étude concernant le même thème a été soumis lors de cette Réunion.

Le rapport indiqué ci-dessus, qui a été préparé pour la 9ème Réunion du Groupe de Travail sur l’Agriculture, indique que les gaspillages alimentaires ont lieu dans le secteur ménager et le secteur des services pour certaines raisons fondamentales et qu’ils peuvent être évités. Dans ce contexte, il est estimé que 56 pour cent des gaspillages alimentaires dans le secteur des services sont définis comme des gaspillages évitables (Voir Figure 6).

Figure 6: Répartition du Gaspillage Alimentaire



Source: Réduction du Gaspillage Alimentaire dans les Pays Membres de l’OCI, COMCEC

D’après le rapport susmentionné, le gaspillage alimentaire dans le secteur des services a lieu dans trois étapes principales: la préparation de la nourriture, les restes de repas et les restes de buffets. Contrairement à la phase de préparation, plus de 90 pour cent des aliments laissés sur le plat et des restes de buffets ouverts semblent être des gaspillages évitables. Dans ce cadre,

certaines initiatives clés au niveau mondial et régional ayant pour objectif de réduire le gaspillage alimentaire ont été soulignées. Par ailleurs, certains programmes/initiatives ont été développés au niveau local par des pays comme la Turquie et l'Égypte, afin de prévenir le gaspillage alimentaire au niveau national. Une grande partie du gaspillage alimentaire provenant du secteur des services peut être évitée en distribuant les aliments aux personnes nécessiteuses. Des initiatives variées ont été identifiées dans les Pays Membres de l'OCI afin de réduire le gaspillage alimentaire; mettant l'accent sur les banques alimentaires, puisque ces initiatives ont été adoptées par certains Pays Membres de l'OCI pour redistribuer ou faire don des produits alimentaires. Le modèle de banque alimentaire adopté en Egypte est souligné comme un exemple de bonne pratique.

Les caractéristiques et les raisons principales du gaspillage alimentaire dans les Pays Membres de l'OCI sont indiquées ci-dessous:

- L'effet des événements sociaux et religieux comme les mariages et les événements sociaux de grande ampleur, crée une augmentation dans le gaspillage alimentaire.
- Les fruits, les végétaux et la boulangerie sont les produits jetés le plus couramment.
- Les aliments qui atteignent leur date d'expiration constituent la raison la plus fréquente pour jeter les aliments.
- La plupart des déchets ménagers provient de la phase de préparation et ces déchets sont évitables.
- Les déchets des services de restauration se produisent principalement durant la phase de préparation ou en raison des consommateurs qui commandent trop ou laissent les restes de nourriture dans leurs plats.

Le Groupe de Travail a discuté le sujet et a élaboré les recommandations de politique indiquées ci-dessous:

1. Développer un cadre législatif spécifique et une feuille de route pour réduire le gaspillage alimentaire dans un contexte holistique, y compris les chaînes logistiques
2. Promouvoir les banques alimentaires et les réseaux de distribution alimentaire
3. Conduire un ensemble cohérent d'initiatives et de campagnes pour accroître la sensibilisation en ce qui concerne le gaspillage alimentaire dans les chaînes logistiques et durant la consommation

Les comptes rendus des Réunions et des présentations faites au cours de celles-ci sont disponibles sur le site web du COMCEC (www.comceec.org).

En dernier lieu, la 10ème Réunion du Groupe de Travail sur l'Agriculture aura lieu le 28 Septembre 2017, à Ankara, en Turquie, avec pour thème «Améliorer la Performance du Marché Agricole: Création et Développement des Institutions de Marché.»

• **Financement de Projets du COMCEC**

Le Financement de Projets du COMCEC, est un autre instrument important de mise en œuvre de la Stratégie et dans ce cadre, les Pays Membres participants au Groupe de Travail sur l'Agriculture et les autres institutions de l'OCI concernant l'économie ont la possibilité de proposer des projets multilatéraux de coopération.

Dans le cadre du Mécanisme de Financement de Projets du COMCEC, les projets suivants ont été mis en œuvre en 2016:

- L'Iran a mis en œuvre un projet intitulé « L'Autonomisation des Ménages Ruraux quant à la Gestion de la Production, l'Approvisionnement et l'Accès au Marché » avec la participation de l'Azerbaïdjan et de la Turquie.
- La Turquie a réalisé un projet intitulé « La Création d'une Base de Données, d'une Connexion Réseau et de Pages Web des Petits Exploitants/Coopératives Agricoles Familiales entre les Etats Membres de l'OCI» avec la participation de 24 autres Pays Membres de l'OCI.
- Le projet intitulé « Amélioration de la Productivité des Petits Ruminants en Ayant Recours aux Différentes Technologies comme l'Ensilage, le Bloc Alimentaire et l'Hydroponie en Palestine, en Jordanie et en Tunisie» a été mis en œuvre par la Palestine.

Dans le cadre du Quatrième Appel de Projets réalisé en Septembre 2016, les trois projets suivants proposés par l'Ouganda, l'Indonésie et la Gambie sont mis en œuvre en 2017.

- Le projet intitulé «Renforcer la Capacité pour Établir, Vérifier et Rendre Conforme les Normes de Qualité des Produits Agricoles» est mis en œuvre par l'Ouganda avec quatre pays partenaires, à savoir la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Soudan et la Turquie.
- L'Indonésie met en œuvre le projet sur «L'Amélioration du Revenu des Petites et Moyennes Exploitations Agricoles dans les Etats Membres de l'OCI en Réduisant les Pertes dans la Production Animale» avec la participation du Brunei Darussalam, de l'Égypte, de la Malaisie et du Soudan.
- Le projet intitulé «Réduction des Pertes Poste-Récolte dans les Céréales pour Améliorer les Moyens de Subsistance Ruraux» est mis en œuvre par la Gambie, en coopération avec le Nigéria et l'Indonésie.

